

[Text]

have a very large and demanding political and social agenda, which we are, in the main, preoccupied with addressing.

Senator Marchand: If the distinct society reference means a special status for Quebec, would you agree with that? Do you think the Province of Quebec or any other province should have special powers?

Mr. Penikett: I am not really competent to debate this question at length, but I would say that I am persuaded by many Quebec friends that Quebec society is different and is special, perhaps even distinct. What distinct society means in constitutional language, though, I do not know. I am not a lawyer. I do not know what the eventual implications of that statement will be.

Senator Marchand: Just to round out some of the things I have said, when I was a Member of Parliament for 11 years, and elected three times, I fought very hard in western Canada for Quebec rights, language rights, and the recognition of the French fact in Canada. But at no time did I ever, along with Prime Minister Trudeau at the time, want special status. I used to fight very hard, though, for proper use of the French language in the official ways, the way we did with the Official Languages Act. Those things are real and should be done, but when it comes to special status, a distinct society, I balk. If it was wrong then, I think it is wrong now. I disagree violently with those people who say that people like Mr. Trudeau are out of touch. Well, he was so badly out of touch with people in Quebec that he won 74 to 75 seats in elections. That is not being out of touch, and I do not think things have changed very much since then. This particular clause bothers me very much.

As I recall, during the reign of the first Premier Bennett, the senior Premier Bennett, he talked about extension of B.C. north, and there were discussions about that at the time, and I think there were also some references at the time by Yukoners that maybe they should join up with B.C. If I recall correctly, that may be what led to some of the amendments in 1982 about the extension of provinces northward. What is the situation now? Are there any recent discussions along those lines, or any thoughts along those lines, of having a union with, for instance, the Province of British Columbia?

Mr. Penikett: Two things, Senator. I think the evolution of public governments in northern societies, in the last generation particularly, both in the Yukon and Northwest Territories, make union with any southern province inconceivable.

There was, in the fall of 1972, in the Yukon, a petition being circulated by a few shirttail Social Crediters in the Yukon to join British Columbia. It was interesting to me that the petition could not be found the morning after an NDP government was elected in British Columbia. All memory of it had been expunged from the record.

[Traduction]

très chargé et très exigeant que nous nous appliquons, dans l'ensemble, à respecter.

Le sénateur Marchand: Si l'appellation de société distincte signifie un statut particulier pour le Québec, seriez-vous d'accord avec cette affirmation? Croyez-vous que la province de Québec ou que toute autre province devrait avoir des pouvoirs particuliers?

M. Penikett: Je n'ai pas vraiment la compétence pour traiter en détail de cette question, mais j'aimerais dire que de nombreux amis québécois m'ont persuadé du fait que la société québécoise est différente et particulière, voire distincte. Toutefois, ce que signifie «société distincte» en langage constitutionnel, je l'ignore. Je ne suis pas avocat. Je ne connais pas les futures conséquences de cette déclaration.

Le sénateur Marchand: Pour mettre simplement au point certaines des choses que j'ai dites, lorsque j'étais membre du Parlement, ce qui a duré 11 années et que j'ai été élu trois fois, je me suis battu énergiquement dans l'ouest du Canada pour les droits du Québec, les droits linguistiques et la reconnaissance du fait français au Canada. Mais, à aucun moment, tout comme le premier ministre Trudeau en ce temps, je n'ai voulu un statut spécial. Cependant, je me battais très fort pour la cause de l'usage convenable de la langue française dans les communications officielles, comme nous l'avons fait pour la Loi sur les langues officielles. Ce sont là des choses réelles et qui doivent se faire, mais lorsqu'il est question de statut spécial, de société distincte, je proteste. Si c'était mal alors, ce l'est maintenant. Je ne suis absolument pas d'accord avec ces personnes qui disent que les gens comme monsieur Trudeau ne sont pas au courant de la réalité. Eh bien! il avait si bien perdu le contact avec les gens au Québec qu'il a remporté 74 à 75 sièges aux élections. On n'appelle pas ça une perte de contact et je ne crois pas que les choses ont beaucoup changé depuis. Cette clause particulière me gêne beaucoup.

Je me rappelle, sous le régime du premier chef de gouvernement Bennett, l'ancien premier ministre Bennett, celui-ci a parlé de l'expansion de la Colombie-Britannique vers le nord et des débats avaient alors eu lieu à ce sujet et je pense qu'à ce moment des gens du Yukon avaient fait quelques allusions à l'opportunité de se joindre à la Colombie-Britannique. Si j'ai bonne mémoire, c'était peut-être là la cause de certaines des modifications apportées en 1982 au sujet de l'expansion des provinces vers le nord. Quelle est la situation à présent? Y a-t-il eu récemment des débats ou des idées quelconques dans ce sens, en vue d'une union avec la province de la Colombie-Britannique, par exemple?

M. Penikett: Il y a deux choses, monsieur le sénateur. L'évolution des gouvernements publics des sociétés septentrionales, en particulier dans la dernière génération, aussi bien au Yukon que dans les Territoires du Nord-ouest, rend inconcevable l'union de ces territoires avec n'importe quelle province du sud.

À l'automne de 1972, au Yukon, une pétition a été lancée par quelques membres satellites du Crédit social au Yukon en vue d'une union avec la Colombie-Britannique. J'ai trouvé intéressant qu'on n'ait pu trouver cette pétition la matinée qui a suivi l'élection d'un gouvernement néo-démocrate en Colom-